

**GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES
À LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU
LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES
ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE
CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES
EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU
COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

CCW/GGE/2009-I/2
2 mars 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Deuxième session de 2009
Genève, 16-20 février 2009
Point 9 de l'ordre du jour
Adoption du rapport d'activité

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Soumis par le secrétariat

1. À la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui s'est tenue à Genève les 13 et 14 novembre 2008, comme indiqué au paragraphe 34 du rapport de la Réunion (CCW/MSP/2008/4), les Hautes Parties contractantes ont décidé ce qui suit:

«Le Groupe d'experts gouvernementaux continuera à négocier, en tenant compte du document CCW/GGE/2008-V/WP.1 et de toute autre proposition présente ou future émanant des délégations, pour traiter d'urgence la question de l'impact humanitaire des armes à sous-munitions tout en assurant un équilibre entre les considérations militaires et les considérations humanitaires.

Le Groupe ne devrait ménager aucun effort pour conclure ses négociations aussi rapidement que possible et faire rapport à ce sujet à la prochaine Réunion des Hautes Parties contractantes.

Les travaux du Groupe seront appuyés par les experts militaires et techniques.

Le Groupe se réunira jusqu'à deux semaines en 2009, une première fois du 16 au 20 février 2009 et, si nécessaire, une seconde fois du 14 au 17 avril 2009.».

2. Les Hautes Parties contractantes ont décidé, comme énoncé au paragraphe 38 du même rapport (CCW/MSP/2008/4), de nommer M. Gustavo Ainchil, de l'Argentine, Président du Groupe d'experts gouvernementaux.

3. La première session de 2009 du Groupe d'experts gouvernementaux s'est tenue à Genève du 16 au 20 février 2009.

4. Les États parties à la Convention dont le nom suit ont participé aux travaux du Groupe: Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).
5. Trois États signataires de la Convention – l'Afghanistan, l'Égypte et le Nigéria – ont également participé aux travaux du Groupe.
6. Les États ci-après, qui ne sont pas parties à la Convention, ont participé aux travaux du Groupe en qualité d'observateurs: Azerbaïdjan, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Liban, Malaisie, Mauritanie, Mozambique, Népal, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Swaziland et Thaïlande.
7. Les représentants du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et du Service de l'action antimines de l'ONU (UNMAS) ont pris part aux travaux du Groupe.
8. Les représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont également participé aux travaux du Groupe, de même que les représentants de la Commission européenne et du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG).
9. Étaient également représentées les organisations non gouvernementales dont le nom suit: Action Group Landmine.de, Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, Cluster Munition Coalition, Danchurchaid, Handicap International, Human Rights Watch, Landmine Action (Royaume-Uni), Norwegian People's Aid et Pax Christi.
10. Le 16 février 2009, la session du Groupe a été ouverte par le Président, M. Gustavo Ainchil, (Argentine). Il était secondé par le capitaine de marine Roberto C. Juárez (Argentine), en sa qualité de Président des Réunions d'experts militaires et techniques; M^{me} Angela Robinson (Australie), en tant que collaboratrice de la présidence pour la coopération et l'assistance; M^{me} Anesa Kundurovic (Bosnie-Herzégovine), en tant que collaboratrice de la présidence pour l'assistance aux victimes; M. Julio Fontes Laranjeira (Brésil), en tant que collaborateur de la présidence pour le stockage et la destruction et pour les transferts; et le lieutenant-colonel Jim Burke (Irlande), en tant que collaborateur de la présidence pour les définitions. M. Peter Kolarov, Chef de la section «Conventions humanitaires» au Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, a fait office de secrétaire du Groupe. Il était secondé par M. Bantan Nugroho, spécialiste des questions politiques.

11. Le Groupe a tenu des séances plénières officielles et des séances informelles à participation non limitée. À sa 1^{re} séance plénière, le 16 février 2009, le Groupe a adopté l'ordre du jour qui figure à l'annexe I, et il a reconduit le Règlement intérieur tel qu'il avait été adopté et appliqué à la troisième Conférence d'examen (CCW/CONF.III/11, Part III).
12. À la dernière séance plénière du Groupe, tenue le 20 février 2009, le Président a présenté son rapport. À la même séance plénière, le Président du Groupe a soumis, sous sa propre responsabilité, un document de synthèse qui figure à l'annexe II, pour examen par le Groupe à sa seconde session de 2009.
13. À la même séance plénière, le Groupe d'experts gouvernementaux a adopté le projet de rapport d'activité de sa première session de 2009 (CCW/GGE/2009-I/CRP.1), tel que modifié oralement. Le rapport est publié sous la cote CCW/GGE/2009-I/2.

Annexe I

ORDRE DU JOUR

adopté à la 1^{re} séance plénière, le 16 février 2009

1. Ouverture de la session du Groupe d'experts gouvernementaux.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Reconduction du Règlement intérieur.
4. Organisation des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux, y compris ceux des réunions d'experts militaires et techniques.
5. Documentation de base.
6. Armes à sous-munitions.
7. Rapport des Réunions d'experts militaires et techniques.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport d'activité.

Annexe II

ARMES À SOUS-MUNITIONS

Document de synthèse

Article premier. Dispositions générales et champ d'application¹

1. Conformément à la Charte des Nations Unies, aux règles du droit international humanitaire et aux autres règles du droit international qui leur sont applicables, les Hautes Parties contractantes conviennent de se conformer aux obligations énoncées dans le présent Protocole, tant individuellement qu'en coopération avec d'autres Hautes Parties contractantes, en vue de faire face aux effets qu'ont les armes à sous-munitions sur le plan humanitaire.
2. Le présent Protocole ne s'applique pas aux mines, pièges et autres dispositifs, tels qu'ils sont définis à l'article 2 du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (la Convention).
3. Le présent Protocole s'applique dans toutes les situations visées dans les paragraphes 1 à 6 de l'article premier de la Convention, tel qu'il a été modifié le 21 décembre 2001, et à toutes les situations résultant de conflits qui y sont visés.
4. Le présent Protocole n'a pas d'effet sur tous droits et obligations que les Parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, faite à Dublin (Irlande) le 30 mai 2008 et ouverte à la signature le 3 décembre 2008 à Oslo (Norvège), ont en vertu de cet instrument.

Article 2. Définitions²

Aux fins du présent Protocole:

1. Par arme à «sous-munitions», on entend:
 - a) Une munition classique qui est conçue pour disperser ou libérer des sous-munitions explosives, autres que des munitions à tir direct, et qui contient ces sous-munitions explosives; ou
 - b) Une munition consistant en un conteneur, monté sur un aéronef, qui est conçue pour disperser ou libérer des sous-munitions explosives multiples, autres que des munitions à tir direct, en un seul tir, et qui contient ces sous-munitions explosives.

¹ Texte présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1, tel que modifié oralement en son paragraphe 4.

² Texte présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1/Add.1. Il est conçu pour servir de document de réflexion en vue de l'examen plus approfondi de la question.

2. Une «arme à sous-munitions» ne désigne ni ne couvre:

a) Des munitions ou sous-munitions conçues pour lancer des leurres, de la fumée, des moyens pyrotechniques ou des paillettes;

b) Des munitions ou sous-munitions explosives conçues exclusivement à des fins de défense antiaérienne;

c) Des munitions ou sous-munitions conçues pour produire des effets électriques ou électroniques;

d) Des munitions qui, pour éviter qu'elles ne frappent sans discrimination et pour éviter les risques que présentent les sous-munitions non explosées, possèdent toutes les caractéristiques ci-après:

i) Chaque munition contient moins de 10 sous-munitions explosives;

ii) Chaque sous-munition explosive pèse plus de 4 kilogrammes;

iii) Chaque sous-munition explosive est conçue pour détecter et frapper un objectif unique;

iv) Chaque sous-munition explosive est équipée d'un mécanisme électronique d'autodestruction;

v) Chaque sous-munition explosive est équipée d'un dispositif électronique d'autodésactivation.

3. Par «sous-munitions explosives», on entend des munitions classiques, pesant moins de 20 kilogrammes, qui, pour jouer leur rôle, sont dispersées ou libérées par une arme à sous-munitions et qui sont conçues pour fonctionner en déclenchant une charge explosive avant l'impact, au moment de l'impact, ou après celui-ci.

4. Par «arme à sous-munitions qui n'a pas fonctionné», on entend une arme à sous-munitions qui a été tirée, larguée, lancée ou mise en place de quelque autre manière durant un conflit armé et qui aurait dû disperser ou libérer ses sous-munitions explosives, mais qui ne l'a pas fait comme elle était censée le faire.

5. Par «sous-munition non explosée», on entend une sous-munition explosive qui a été dispersée ou libérée par une arme à sous-munitions ou qui en a été séparée de quelque autre manière durant un conflit armé et qui n'a pas explosé comme elle était censée le faire.

6. Par «armes à sous-munitions abandonnées», on entend des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives qui n'ont pas été employées dans un conflit armé, qui ont été laissées sur place ou jetées par une partie à un conflit armé ou dans une situation résultant directement d'un conflit armé et qui ne se trouvent plus sous le contrôle de cette partie. Elles ont pu ou non être préparées pour être employées.

7. Par «restes d'armes à sous-munitions», on entend des armes à sous-munitions qui n'ont pas fonctionné, des armes à sous-munitions qui ont été abandonnées ou des sous-munitions qui n'ont pas explosé.

8. Par «objectif militaire», on entend, dans la mesure où des biens sont visés, tout bien qui par sa nature, son emplacement, sa destination ou son utilisation apporte une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre en l'occurrence un avantage militaire précis.

9. Par «biens de caractère civil», on entend tous les biens qui ne sont pas des objectifs militaires au sens du paragraphe 7 du présent article.

10. Par «transfert», on entend, outre le retrait matériel des armes à sous-munitions du territoire d'un État ou leur introduction matérielle dans celui d'un autre État, le transfert du droit de propriété et du contrôle sur ces munitions, mais non la cession d'un territoire sur lequel se trouvent des restes d'armes à sous-munitions.

11. Par «mécanisme d'autodestruction», on entend un mécanisme à fonctionnement automatique qui [s'ajoute au mécanisme principal d'amorçage de la munition et] est incorporé ou attaché à l'engin et qui en assure la destruction.

12. Par «mécanisme d'autoneutralisation», on entend un mécanisme à fonctionnement automatique incorporé à l'engin et qui le rend inopérant.

13. Par «autodésactivation», on entend le processus automatique qui rend l'engin inopérant par l'épuisement irréversible d'un élément, par exemple une batterie, essentiel à son fonctionnement.

[14. Par «victimes d'armes à sous-munitions», on entend toutes les personnes qui, par suite de l'emploi d'armes à sous-munitions, ont été tuées ou ont souffert de traumatismes physiques ou psychologiques, d'un préjudice matériel, d'une mise en marge de la société ou d'une forte détérioration de la jouissance de leurs droits. Ce peut notamment être des personnes directement atteintes par des armes à sous-munitions ainsi que leur famille ou leur communauté qui ont été affectées.]

15. Une «zone polluée par des armes à sous-munitions» est une zone dont on sait ou dont on soupçonne qu'elle contient des restes d'armes à sous-munitions.

Nouveau texte possible pour l'article premier suite aux modifications apportées à l'article 2:

«3. *Le présent Protocole ne s'applique pas aux munitions qui sont exclusivement conçues comme des munitions antinavires destinées à être employées en mer.*

4. *Les dispositions des articles 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du présent Protocole s'appliquent aux munitions décrites au paragraphe 2, alinéa d de l'article 2.».*

Notes explicatives

1. Ce projet constitue la meilleure formulation envisagée par le collaborateur de la présidence pour les définitions, à l'issue des discussions tenues lors des consultations informelles ouvertes qui se sont déroulées pendant la semaine du 3 au 7 novembre 2008, pour le texte de l'article 2 qui serait la plus susceptible de faciliter le travail du Président.
2. Deux points examinés lors des consultations sur l'article 2 ont trait principalement au champ d'application, à savoir la proposition concernant l'exclusion des munitions antinavires et l'ancien paragraphe 1 d) qui indique quels sont les articles du dispositif qui devraient s'appliquer aux munitions exclues de la définition des armes à sous-munitions donnée à l'ancien paragraphe 1 c) v). Par conséquent, le collaborateur de la présidence a proposé de déplacer ces points dans l'article premier, dans de nouveaux paragraphes 3 et 4 respectivement. Le texte de l'ancien alinéa *d* du paragraphe 1 a été modifié en ajoutant l'article 12 parmi les dispositions qui s'appliquent.
3. Au paragraphe 1, la définition d'une «arme à sous-munitions» a été restructurée en dissociant l'alinéa 1 *c*, qui précise ce que ne désigne pas une arme à sous-munitions, des alinéas *a* et *b* qui définissent une «arme à sous-munitions».
4. Au paragraphe 1 a), le membre de phrase «*autres que des munitions à tir direct*» a été ajouté par souci de cohérence avec le paragraphe 1 b).
5. Au paragraphe 1 b), le membre de phrase «*munition consistant en*» a été ajouté au début de la phrase conformément à la proposition du Royaume-Uni à laquelle aucune délégation ne s'est opposée.
6. Le nouveau paragraphe 2 est basé sur l'ancien paragraphe 1 c).
7. L'ancien sous-alinéa 1 c) iv) concernant les munitions antipiste a été supprimé. De nombreuses délégations étaient opposées à cette exclusion. Comme il est indiqué dans le texte du 30 octobre 2008, aux yeux de beaucoup il s'agissait d'une faille potentielle très importante, même si l'exclusion ne devait concerner que les munitions exclusivement conçues comme munitions antipiste. Toutefois, il est très probable que ce type de munitions pourrait aussi être utilisé contre des objectifs autres que des pistes, tels que des routes, des abris de protection et d'autres infrastructures. Le collaborateur de la présidence a donc décidé de ne pas recommander pour l'instant une exclusion aussi large. Il faudrait que toute exclusion de ce genre soit définie de façon beaucoup plus stricte et aussi abordée éventuellement dans le texte du dispositif de manière à garantir que les munitions de ce type ne soient pas utilisées contre des objectifs autres que des pistes.
8. Une limite supérieure de 20 kilogrammes a été introduite dans la définition des «sous-munitions explosives» donnée dans le nouveau paragraphe 3. Des munitions de ce calibre sont beaucoup moins susceptibles de présenter un danger humanitaire que des bombes de petit calibre et des sous-munitions.
9. Au nouveau paragraphe 3, il a semblé au collaborateur de la présidence que la grande majorité des délégations pouvait accepter la suppression du texte entre crochets figurant dans le texte du 30 octobre 2008.
10. Au nouveau paragraphe 6 portant sur les «armes à sous-munitions abandonnées», le membre de phrase «ou dans une situation résultant directement d'un conflit armé» a été ajouté. C'était une proposition du Canada qui n'a pas rencontré d'opposition.

11. Les définitions des expressions «concentration de civils» et «précautions faisables» ont été supprimées dans ce projet car elles ne sont pas utilisées dans les articles du dispositif du texte actuel du Président.

12. Le texte entre crochets dans le nouveau paragraphe 11 (ancien par. 12) reste en l'état car il n'y avait pas d'accord suffisant pour le supprimer ou le conserver.

13. La définition des «victimes d'armes à sous-munitions» (nouveau par. 14, ancien par. 15) reste entre crochets en attendant la poursuite des consultations sur l'article 10.

14. La définition de l'expression «durée de vie» (ancien par. 17) a été supprimée car cette expression n'est pas utilisée dans les articles du dispositif du texte actuel du Président.

Article 3. Protection des civils, de la population civile et des biens de caractère civil³

1. Dans le cadre de l'application du présent Protocole, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé doivent assurer le respect total de tous les principes et de toutes les règles applicables du droit international humanitaire.

2. Aucune disposition du présent Protocole ne doit être interprétée comme amoindrissant d'autres obligations ou comme préjugant d'une autre manière des principes et règles du droit international humanitaire.

Article 4. Interdictions et restrictions générales⁴

1. Il est interdit aux Hautes Parties contractantes d'employer, de mettre au point, de produire ou d'acquérir d'une autre manière des armes à sous-munitions qui ne satisfont pas aux critères énoncés au paragraphe 2.

2. L'interdiction énoncée au paragraphe 1 ne s'applique pas dans les cas suivants:

a) L'arme à sous-munitions peut être dirigée avec précision vers une zone visée prédéfinie et toutes les sous-munitions explosives sont dotées d'un ou plusieurs des dispositifs de sécurité ci-après opérant effectivement avec une grande fiabilité de telle sorte que les sous-munitions non explosées ne fonctionneront plus comme sous-munitions explosives:

- i) Un mécanisme d'autodestruction; ou un mécanisme équivalent, y compris deux mécanismes de déclenchement ou plus⁵;
- ii) Un mécanisme d'autoneutralisation;
- iii) Un dispositif d'autodésactivation;

³ Le texte de cet article présenté ici pourrait constituer les éléments d'un débat.

⁴ Le texte de cet article présenté ici pourrait constituer les éléments d'un débat.

⁵ Des délégations ont fait part de leur préoccupation sur la question et le débat se poursuit à ce sujet.

ou

b) L'arme à sous-munitions peut être dirigée avec précision vers une zone visée prédéfinie et comprend un mécanisme ou un dispositif tel que, après la dispersion, le taux de non-explosion des munitions ne dépasse pas 1 % dans l'ensemble des environnements opérationnels visés.

3. Une Haute Partie contractante peut différer le respect de l'interdiction d'employer des armes à sous-munitions pendant une période transitoire qui ne dépassera pas X années à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole à son égard. Ce report est annoncé par déclaration de la Haute Partie contractante au moment où elle notifie son consentement à être liée par le présent Protocole. Dans le cas où une Haute Partie contractante juge qu'elle n'est pas en mesure de respecter les dispositions du paragraphe 1 du présent article durant cette période transitoire, elle peut informer une Conférence des Hautes Parties contractantes qu'elle prolongera cette période d'un laps de temps pouvant atteindre X années supplémentaires.

4. Même si, conformément au paragraphe 3, une Haute Partie contractante diffère l'interdiction d'emploi visée au paragraphe 1, chaque Haute Partie contractante s'engage, immédiatement après l'entrée en vigueur:

a) À n'utiliser des armes à sous-munitions qui ne satisfont pas aux critères énoncés au paragraphe 2 qu'après approbation directe du commandant d'opération de plus haut rang sur le théâtre d'opérations/de l'autorité opérationnelle dûment mandatée sur le plan politique, conformément aux procédures nationales en place;

b) À n'utiliser que les armes à sous-munitions présentant le taux le plus faible de non-explosion concordant avec les besoins militaires;

5. Chaque Haute Partie contractante s'engage, immédiatement après l'entrée en vigueur du Protocole à son égard:

a) À ne pas mettre au point de nouvelles armes à sous-munitions/ou produire des armes à sous-munitions qui ne satisfont pas aux prescriptions du paragraphe 2;

b) À prendre, dans le cadre de toute activité de conception, d'acquisition ou de production d'armes à sous-munitions, des mesures pour réduire au minimum le taux de munitions non explosées ou intégrer des mécanismes de sûreté supplémentaires;

c) À améliorer, dans la mesure du possible, la précision de leurs armes à sous-munitions et de leurs sous-munitions qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 2;

d) À mener à bien une évaluation des besoins militaires ainsi qu'à retirer dès que possible des stocks actifs les armes à sous-munitions dépassant ces besoins et à les désigner comme armes à détruire.

6. Les obligations énoncées dans le présent article ne s'appliquent pas aux armes à sous-munitions acquises ou conservées uniquement à des fins de formation aux techniques de détection, d'enlèvement et de destruction ou pour la mise au point de mesures contre les armes à sous-munitions.

7. Les Hautes Parties contractantes en mesure de le faire sont encouragées à faciliter, en utilisant les mécanismes bilatéraux ou multilatéraux établis entre elles, l'échange d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques susceptibles de réduire les effets qu'ont les armes à sous-munitions sur le plan humanitaire.

Article 5. Stockage et destruction⁶

Chaque Haute Partie contractante s'engage:

a) À retirer de ses stocks opérationnels toutes les armes à sous-munitions placées sous sa juridiction ou son contrôle qui ne satisfont pas aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, à les séparer des munitions conservées en vue d'un emploi opérationnel, à les marquer et à les mettre en lieu sûr conformément aux procédures nationales⁷;

b) À détruire toutes les armes à sous-munitions placées sous sa juridiction ou son contrôle qui ne satisfont pas aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ou à veiller à leur destruction, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Protocole, et au plus tard:

- Cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole pour la Haute Partie contractante; ou
- À la fin de la période transitoire mentionnée à l'article 4, si la Haute Partie contractante en a bénéficié;

c) À créer et/ou à maintenir un programme de surveillance et de gestion des stocks pour assurer la qualité et la fiabilité opérationnelles des armes autorisées par le présent Protocole. Lorsqu'elles appliquent la présente disposition, les Hautes Parties contractantes utilisent, s'il y a lieu, les mécanismes, outils et bases de données existant dans le cadre de la Convention et d'autres instruments et mécanismes pertinents⁸.

Article 6. Transferts⁹

1. Il est interdit aux Hautes Parties contractantes de transférer des armes à sous-munitions qui ne satisfont pas aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4.

2. Une Haute Partie contractante peut différer le respect de l'interdiction de transfert pendant une période transitoire ne dépassant pas X années à compter de l'entrée en vigueur du Protocole à son égard.

⁶ Le texte de cet article présenté ici pourrait constituer les éléments d'un débat.

⁷ Il a été suggéré de lier cette disposition à la période transitoire.

⁸ Il a été suggéré d'inscrire dans cet article une référence précise relative au suivi.

⁹ Le texte de cet article présenté ici pourrait constituer les éléments d'un débat.

3. Même si, conformément au paragraphe 2, une Haute Partie contractante diffère l'interdiction de transfert, chaque Haute Partie contractante s'engage, immédiatement après l'entrée en vigueur:

a) Sauf dans le cadre de programmes de coopération ou d'accords de coopération en matière de sécurité existant au moment de l'entrée en vigueur du Protocole, à ne pas transférer d'armes à sous-munitions fabriquées avant 1990;

b) À ne pas transférer d'armes à sous-munitions qui sont fortement détériorées par rapport aux prescriptions techniques d'origine;

c) À ne pas transférer d'armes à sous-munitions ou de sous-munitions à un destinataire autre qu'un État ou un organisme public habilité à en recevoir;

d) À empêcher les transferts non autorisés de toutes armes à sous-munitions ou sous-munitions à partir de lieux placés sous sa juridiction ou sous son contrôle;

e) À veiller à ce que tout transfert conforme aux dispositions du présent article se déroule dans le plein respect, tant par l'État qui effectue le transfert que par l'État destinataire, des interdictions pertinentes énoncées dans le présent Protocole.

4. Une Haute Partie contractante qui a différé l'application du paragraphe 1 ne doit pas, pendant cette période, transférer des armes à sous-munitions ou des sous-munitions qui ne satisfont pas aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, à moins que l'État destinataire n'accepte d'appliquer le présent Protocole pour ce qui concerne les éléments transférés.

5. Le présent article ne s'applique pas aux transferts à des fins de destruction, d'adaptation pour satisfaire aux critères énoncés à l'article 4, de mise au point d'une formation à la détection et à l'enlèvement et de mise au point de mesures contre les armes à sous-munitions.

Article 7. Enlèvement et destruction¹⁰

1. Chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé, assume les responsabilités énoncées dans le présent article en ce qui concerne tous les restes d'armes à sous-munitions sur un territoire qu'elle contrôle. Lorsqu'une partie ne contrôle plus le territoire sur lequel elle a employé des armes à sous-munitions qui sont devenues des restes, elle fournit, après la cessation des hostilités actives et si faire se peut, par la voie bilatérale ou par le truchement de tiers dont conviennent les parties et qui peuvent être, entre autres, des organismes des Nations Unies ou d'autres organisations compétentes, une assistance notamment technique, financière, matérielle ou en personnel, afin de faciliter le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction de ces restes d'armes à sous-munitions.

2. Après la cessation des hostilités actives et dès que faisable, chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé, marque et enlève, retire ou détruit les restes d'armes à sous-munitions dans les zones affectées qui sont sous son contrôle. Les opérations d'enlèvement, de retrait ou de destruction sont menées à titre prioritaire dans les

¹⁰ Texte tel qu'il est présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1.

zones affectées par des restes d'armes à sous-munitions dont on estime, conformément au paragraphe 3 du présent article, qu'elles présentent des risques humanitaires graves.

3. Après la cessation des hostilités actives et dès que possible, chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé, prend les mesures suivantes afin de réduire les risques inhérents aux restes d'armes à sous-munitions dans les territoires affectés qu'elle contrôle:

- a) Elle étudie et évalue les dangers présentés par les restes d'armes à sous-munitions;
- b) Elle évalue et hiérarchise les besoins en matière de marquage et d'enlèvement, de retrait ou de destruction ainsi que les possibilités concrètes de réaliser ces opérations en tenant compte des effets d'autres restes explosifs de guerre et des mines terrestres;
- c) Elle marque et enlève, retire ou détruit les restes d'armes à sous-munitions; et
- d) Elle prend des dispositions pour mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution de ces opérations.

4. Lorsqu'elles mènent les activités visées ci-dessus, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé tiennent compte des normes internationales, notamment des Normes internationales de la lutte antimines.

5. Les Hautes Parties contractantes coopèrent, s'il y a lieu, tant entre elles qu'avec d'autres États, des organisations régionales et internationales compétentes et des organisations non gouvernementales, en vue de l'octroi d'une assistance technique, financière, matérielle et en personnel ou autre, y compris, si les circonstances s'y prêtent, l'organisation des opérations conjointes nécessaires pour appliquer les dispositions du présent article.

Article 8. Enregistrement, conservation et communication des renseignements¹¹

1. Dans toute la mesure possible et autant que faire se peut, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé enregistrent et conservent des renseignements concernant les armes à sous-munitions employées et les armes à sous-munitions abandonnées, afin de faciliter le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction rapides des restes d'armes à sous-munitions, la sensibilisation aux risques et la communication des renseignements utiles à la partie qui contrôle le territoire et aux populations civiles de ce territoire.

2. Sans retard après la cessation des hostilités actives, sous réserve de leurs intérêts légitimes en matière de sécurité et autant que faire se peut, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé qui ont employé ou abandonné des armes à sous-munitions dont il est possible qu'elles soient devenues des restes fournissent ces renseignements à la partie ou aux parties qui contrôlent la zone affectée, par la voie bilatérale ou par le truchement de tiers dont conviennent les parties et qui peuvent être, entre autres, des organismes des Nations Unies, ou, sur demande, à d'autres organisations compétentes dont la partie fournissant les renseignements a acquis la certitude qu'elles mènent ou vont mener une action de sensibilisation aux risques inhérents aux

¹¹ Texte tel qu'il est présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1.

restes d'armes à sous-munitions et des opérations de marquage et d'enlèvement, de retrait ou de destruction de tels restes dans la zone affectée.

Article 9. Protection des organisations et missions humanitaires contre les effets des armes à sous-munitions¹²

1. Chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé:
 - a) Autant que faire se peut, protège contre les effets des restes d'armes à sous-munitions les organisations et missions humanitaires qui opèrent ou vont opérer, avec son consentement, dans la zone qu'elle contrôle;
 - b) Si elle en est priée par une telle organisation ou mission humanitaire, fournit autant que faire se peut des renseignements sur l'emplacement de toutes les zones polluées par des armes à sous-munitions dont elle a connaissance sur le territoire où cette organisation ou mission opère ou va opérer.
2. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice du droit international humanitaire en vigueur ou d'autres instruments internationaux applicables ou encore de décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies qui assureraient un plus haut niveau de protection.

Article 10. Assistance aux victimes¹³

1. Les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé, conformément à la législation et aux procédures nationales, ainsi qu'à leurs obligations découlant du droit international applicable, fournissent une assistance adéquate ou facilitent la fourniture de cette assistance, y compris des soins médicaux, des services de réadaptation, un appui psychologique et une assistance à la réinsertion sociale et économique, aux victimes d'armes à sous-munitions dans les territoires placés sous leur juridiction ou leur contrôle. Chaque Haute Partie contractante et chaque partie à un conflit armé doivent faire le maximum pour rassembler des données fiables sur les victimes des armes à sous-munitions.
2. Les Hautes Parties contractantes ne doivent pas exercer de discrimination contre des victimes d'armes à sous-munitions ou parmi celles-ci, ou entre, *d'une part*, les victimes d'armes à sous-munitions *et, d'autre part, d'autres victimes de conflits armés/restes explosifs de guerre et d'autres personnes handicapées*. Les différences de traitement devraient être fondées uniquement sur des besoins médicaux, de réadaptation, psychologiques ou socioéconomiques, compte étant tenu des particularités liées à l'âge et des sexospécificités.
3. Pour s'acquitter de ses obligations au titre du présent article, chaque Haute Partie contractante doit, selon qu'il convient, prendre, entre autres, les mesures suivantes:

- a) Évaluer les besoins des victimes des armes à sous-munitions;

¹² Texte tel qu'il est présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1.

¹³ Texte tel qu'il est présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1/Add.2.

- b) Établir, appliquer et faire respecter les législations et politiques nationales;
- c) Établir, lorsqu'elle ne l'a pas encore fait, conformément à ses procédures nationales, un plan national assorti de mesures d'assistance appropriées et de calendriers pour réaliser ces activités, afin de les intégrer dans les cadres et mécanismes nationaux existants en matière de santé, d'invalidité, de développement et de droits de l'homme tout en respectant le rôle et la contribution spécifiques des acteurs pertinents dans le domaine de l'assistance aux victimes d'armes à sous-munitions et de leur réadaptation;
- d) S'efforcer de mobiliser les ressources nationales et internationales;
- e) Tenir des consultations étroites avec les victimes des armes à sous-munitions et les organisations qui les représentent et leur faire jouer un rôle actif;
- f) Conformément à ses procédures nationales, désigner au sein de l'administration un centre de liaison pour la coordination sur les questions relatives à l'application du présent article; et
- g) S'efforcer d'intégrer les principes directeurs et les bonnes pratiques pertinents, notamment dans les domaines des soins médicaux, de la réadaptation et de l'appui psychologique, ainsi que de la participation à la vie sociale et économique.

Notes explicatives

1. Cette nouvelle version de l'article 10, datée du 6 novembre 2008, représente la meilleure estimation de la collaboratrice de la présidence pour l'assistance aux victimes, et le résultat de trois séances plénières informelles à participation non limitée tenues au cours de la cinquième session de 2008 du Groupe d'experts gouvernementaux, ainsi que d'un certain nombre de consultations informelles tenues avec les délégations intéressées concernant le texte de l'article 10. Sur la base de ces discussions, la collaboratrice de la présidence a soumis au Président une nouvelle version du projet d'article 10.
2. Des progrès substantiels ont été réalisés sur l'article 10 («Assistance aux victimes»). Toutes les délégations ont participé aux discussions dans un esprit constructif et avec la volonté de trouver des solutions aux questions encore en suspens.
3. La présente mouture a été presque entièrement finalisée, et seule une petite partie demeure en italique. Au paragraphe 1, deux des questions abordées ont donné lieu à un débat autour de l'inclusion de l'expression «conformément à la législation et aux procédures nationales». De nombreuses délégations ont participé à l'échange de vues sur cette question. Une délégation a proposé de supprimer cette expression; toutefois, de nombreuses délégations ont fait part de leur opposition à cette proposition. La collaboratrice de la présidence a donc décidé de ne pas recommander la suppression de ce texte, la majorité des délégations étant disposées à l'accepter en l'état. Une autre question abordée au paragraphe 1 était la proposition d'une délégation visant à supprimer l'expression «ou facilitent la fourniture de cette assistance». Comme dans le premier cas, un certain nombre de délégations se sont dites opposées à cette proposition; la collaboratrice de la présidence a donc décidé, au stade actuel, de ne pas recommander la suppression de cette expression.
4. Au paragraphe 2, la question de la non-discrimination contre des victimes d'armes à sous-munitions ou parmi celles-ci, ou entre les victimes d'armes à sous-munitions et les autres victimes de conflits armés ou de restes explosifs de guerre a été abordée. Une délégation a proposé d'ajouter l'expression «et d'autres personnes handicapées». À ce stade, il n'a pas été possible de trouver un accord

sur ce point; c'est pourquoi cette partie du texte demeure en italique. Il semble que de nouvelles consultations soient nécessaires sur ce point précis.

Article 11. Coopération et assistance¹⁴

1. Aux fins de l'exécution des obligations découlant pour elle du présent Protocole, chaque Haute Partie contractante a le droit de solliciter et de recevoir une assistance et chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une telle assistance conformément aux dispositions du présent article.
2. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une assistance pour le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction des restes d'armes à sous-munitions, ainsi que pour la sensibilisation des populations civiles aux risques inhérents à ces restes et les activités connexes, notamment par le truchement d'organismes des Nations Unies, d'autres institutions ou organisations internationales, régionales ou nationales compétentes, du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur Fédération internationale ou d'organisations non gouvernementales, ou encore par la voie bilatérale.
3. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une assistance, notamment pour le renforcement des capacités nationales, pour les soins à donner aux victimes des armes à sous-munitions et des restes de telles armes, ainsi que pour leur réadaptation, et leur réinsertion sociale et économique. Une telle assistance peut être fournie, entre autres, par le truchement d'organismes des Nations Unies, d'institutions ou organisations internationales, régionales ou nationales compétentes, du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur Fédération internationale, ou d'organisations non gouvernementales, ou encore par la voie bilatérale.
4. Lorsque, après l'entrée en vigueur du présent Protocole, des restes d'armes à sous-munitions se trouvent dans des zones placées sous la juridiction ou le contrôle d'une Haute Partie contractante, chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit au plus vite une assistance d'urgence à la Haute Partie contractante affectée.
5. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire verse des contributions aux fonds d'affectation spéciale créés au sein du système des Nations Unies ou à d'autres fonds d'affectation spéciale pertinents ou utilise d'autres moyens afin de faciliter la fourniture d'une assistance conformément au présent Protocole.
6. Chaque Haute Partie contractante a le droit de participer à un échange aussi large que possible des équipements, matières, services et renseignements scientifiques et techniques – sauf ceux qui concernent les armes – qui sont nécessaires à l'application du présent Protocole. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter de tels échanges conformément à leur législation nationale et n'imposent pas de restrictions indues à la fourniture et à la réception, à des fins humanitaires, d'équipements d'enlèvement et des renseignements techniques correspondants.

¹⁴ Texte tel qu'il est présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1.

7. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire facilite la mise au point et l'utilisation de la technologie et de l'équipement de détection et d'enlèvement des restes d'armes à sous-munitions, y compris, s'il y a lieu, par le biais des fonds d'affectation spéciale établis à cette fin ou par d'autres moyens, pour réduire les effets que les armes à sous-munitions et les restes d'armes à sous-munitions ont sur le plan humanitaire.

8. Chaque Haute Partie contractante qui sollicite et reçoit une assistance prend toutes les mesures appropriées pour faciliter l'application effective et en temps voulu du présent Protocole, en particulier la réalisation de ses objectifs humanitaires, notamment en rassemblant et en diffusant en temps voulu des données et informations pertinentes et en facilitant l'entrée et la sortie du personnel, du matériel et de l'équipement utiles au titre de l'assistance, de manière compatible avec les lois et règlements nationaux, compte étant tenu des meilleures pratiques internationales.

9. Chaque Haute Partie contractante s'engage à fournir aux bases de données sur l'action antimines établies dans le cadre des organismes des Nations Unies des informations concernant en particulier les différents moyens et les différentes techniques d'enlèvement des restes d'armes à sous-munitions ainsi que des listes d'experts, d'organismes spécialisés ou de centres nationaux qui puissent être contactés, et, à son gré, des renseignements techniques sur les munitions explosives des types visés.

10. Les Hautes Parties contractantes peuvent adresser des demandes d'assistance, appuyées par des renseignements pertinents, à l'Organisation des Nations Unies, à d'autres organismes appropriés ou à d'autres États. Ces demandes peuvent être présentées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui les transmet à toutes les Hautes Parties contractantes et aux organisations internationales et non gouvernementales compétentes.

11. Lorsqu'elles appliquent les dispositions du présent article, les Hautes Parties contractantes utilisent, s'il y a lieu, les mécanismes, outils et bases de données existant dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques ainsi que d'autres instruments et mécanismes pertinents.

12. Dans le cas des demandes qui sont adressées à l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation peut, dans les limites des ressources dont il dispose, faire le nécessaire pour évaluer la situation et, en coopération avec la Haute Partie contractante requérante et d'autres Hautes Parties contractantes, recommander l'assistance qu'il convient de fournir. Le Secrétaire général peut aussi faire rapport aux Hautes Parties contractantes sur toute évaluation ainsi effectuée de même que sur le type et l'ampleur de l'assistance requise, y compris d'éventuelles contributions des fonds d'affectation spéciale créés au sein du système des Nations Unies.

13. Les Hautes Parties contractantes en mesure de fournir une assistance doivent, s'il y a lieu, coopérer pour élaborer des stratégies coordonnées de fourniture efficace et rationnelle d'une assistance.

Article 12. Consultations entre les Hautes Parties contractantes¹⁵

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se consulter et à coopérer entre elles pour ce qui est de toutes questions concernant le fonctionnement du présent Protocole. À cette fin, une conférence des Hautes Parties contractantes est tenue si une majorité d'au moins 18 Hautes Parties contractantes en sont convenues.
2. Entre autres, les conférences des Hautes Parties contractantes:
 - a) Examinent l'état et le fonctionnement du présent Protocole;
 - b) Examinent des questions concernant la coopération et l'assistance ainsi que l'application nationale du présent Protocole, y compris la présentation ou la mise à jour de rapports nationaux annuels;
 - c) Préparent les conférences d'examen.
3. Les coûts de chaque conférence sont couverts par les Hautes Parties contractantes et les États qui participent aux travaux de la conférence sans être parties au Protocole, selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, dûment ajusté.

Article 13. Respect des dispositions¹⁶

1. Chaque Haute Partie contractante prend toutes les mesures appropriées, législatives et autres, pour prévenir et réprimer les violations des dispositions du présent Protocole qui seraient commises par des personnes ou en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle.
2. Les mesures visées au paragraphe 1 du présent article comprennent les mesures requises pour faire en sorte que quiconque, intentionnellement, tue ou blesse gravement des civils, dans le cadre d'un conflit armé et contrairement aux dispositions du présent Protocole, soit passible de sanctions pénales et soit traduit en justice.
3. Chaque Haute Partie contractante exige que ses forces armées ainsi que les ministères, départements, autorités ou services compétents établissent et fassent connaître les instructions et modes opératoires voulus et que leurs membres et leur personnel reçoivent, chacun selon ses devoirs et ses responsabilités, une formation au respect des dispositions du présent Protocole.
4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se consulter et à coopérer entre elles par le biais du mécanisme de contrôle du respect à l'échelon bilatéral, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ou suivant d'autres procédures internationales appropriées, en vue de régler tous problèmes qui se poseraient concernant l'interprétation et l'application des dispositions du présent Protocole.

¹⁵ Texte tel qu'il est présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1.

¹⁶ Texte tel qu'il est présenté dans le document CCW/GGE/2008-V/WP.1.

Annexe III

LISTE DES DOCUMENTS

de la première session de 2009 du Groupe d'experts gouvernementaux

CCW/GGE/2009-I/1	Ordre du jour provisoire, soumis par la présidence
CCW/GGE/2009-I/2	Rapport d'activité, établi par le secrétariat
CCW/GGE/2009-I/CRP.1	Projet de rapport d'activité, établi par le secrétariat
CCW/GGE/2009-I/INF.1 et Corr.1	Liste des participants
CCW/GGE/2009-I/MISC.1	Liste provisoire des participants

Les documents susmentionnés peuvent être consultés dans toutes les langues officielles à partir du système de diffusion électronique de l'ONU (<http://documents.un.org>) ainsi que sur le site Web officiel de la Convention, qui fait partie de celui de l'Office des Nations Unies à Genève (<http://www.unog.ch/CCW>).
